

Élie Barnavi, trop amoureux d'Israël pour critiquer son fondement

L'entretien accordé par Élie Barnavi à l'émission *Tout terrain* de Radio Canada avait le mérite de poser une question essentielle. « Est ce qu'Israël est en train d'atteindre un point de rupture historique ? » Une question importante, mais à laquelle il en manquait une autre, tout aussi fondamentale, qui n'a pas été posée. Quelle est la part de responsabilité de la gauche israélienne dans la situation actuelle ? Si Nétanyahou a radicalisé les contradictions d'Israël, il ne les a pas créées.

L'entrevue était peut-être trop courte pour permettre d'aborder cette question. Mais l'animateur, Janic Tremblay, a promis à Barnavi de le réinviter, en lui précisant qu'il aurait d'autres questions à lui poser. En attendant cette réinvitation, prenons le temps de poser cette question et, autant que possible, d'y répondre.

Élie Barnavi est un historien, professeur à l'Université de Tel Aviv, ancien ambassadeur d'Israël en France et homme de la gauche sioniste. Il n'est évidemment pas un défenseur aveugle du gouvernement de Benjamin Nétanyahou. Il s'est montré particulièrement sévère envers la droite nationaliste, la colonisation et la guerre menée à Gaza. Son évolution récente est significative. Après avoir longtemps refusé de qualifier de génocide les crimes commis à Gaza, il déclarait en 2025 qu'il y avait « des génocidaires au gouvernement d'Israël ». Mais c'est justement parce que sa critique est sérieuse qu'il faut la pousser jusqu'au bout. Peut-on condamner radicalement Nétanyahou sans interroger le système politique, territorial et idéologique dont son gouvernement est, au moins en partie, l'aboutissement ?

C'est là que l'entretien de *Tout terrain* aurait pu aller beaucoup plus loin si le temps de l'entrevue le permettait. Après avoir demandé à Barnavi si Israël se trouvait devant une rupture historique, l'animateur aurait pu lui poser une question beaucoup plus dérangeante. Si le gouvernement actuel représente une rupture, quelle responsabilité faut-il alors attribuer aux gouvernements israéliens dits de gauche qui l'ont précédé ?

Lorsque les accords d'Oslo sont signés en 1993, environ 110 000 colons vivent déjà en Cisjordanie. En 2000, à la veille de l'échec du processus de paix, ils sont environ 380 000 dans les territoires palestiniens. Et sous le gouvernement travailliste d'Ehud Barak, la construction dans les colonies ne s'arrête pas. La gauche israélienne a donc bien voulu négocier la paix, mais elle n'a jamais réussi, ou jamais véritablement voulu, démanteler les structures territoriales qui rendaient cette paix de plus en plus improbable. On ne peut pas comprendre l'Israël de Nétanyahou sans regarder ce qu'ont fait les gouvernements qui l'ont précédé.

C'est ici que la distinction entre Nétanyahou et le sionisme de gauche devient essentielle. Barnavi n'est évidemment pas Nétanyahou, encore moins Ben Gvir ou Smotrich. Il défend la solution à deux États, s'oppose à la colonisation et considère l'occupation comme une catastrophe politique et morale. Mais sa propre définition qu'il fait de lui-même dans son livre « Dictionnaire amoureux d'Israël », permet de mesurer toute la complexité de sa position. Dans ce qu'il appelle sa « fiche signalétique », Barnavi se décrit comme un « patriote exécrant le nationalisme », un « homme de gauche sans dogmatisme » et un « Juif de culture et d'identité mais sans religion ». Cette formule est particulièrement révélatrice. Elle exprime une volonté de concilier l'attachement profond à Israël avec le refus du nationalisme comme idéologie. Elle révèle aussi une contradiction que Barnavi ne semble pas pousser jusqu'à ses conséquences ultimes. Comment peut-on être patriote, se réclamer d'une identité nationale et défendre l'existence d'un État défini comme juif tout en prétendant échapper au nationalisme qui a précisément structuré la construction de cet État ?

C'est à partir de cette contradiction qu'il faut comprendre le Barnavi critique de Nétanyahou. Son désaccord avec la droite israélienne est profond, mais il ne porte pas nécessairement sur le principe même qui fonde l'État d'Israël. Il porte sur la manière dont ce principe est mis en œuvre, sur l'occupation, la colonisation,

l'usage de la force et la négation des droits palestiniens. Barnavi cherche ainsi à sauver l'idéal d'un Israël juif et démocratique en le séparant de ses dérives nationalistes et coloniales. Mais c'est précisément cette séparation qui mérite d'être interrogée. **Et si certaines des contradictions qu'il dénonce n'étaient pas seulement des dérives du projet israélien, mais aussi les conséquences de ses fondements mêmes ?**

Cette question oblige à revenir à 1948. La création d'Israël a représenté pour les Juifs l'aboutissement d'une aspiration nationale après des siècles de persécution et, quelques années seulement après la Shoah, une nécessité existentielle pour une population profondément traumatisée. Mais cette naissance s'est également accompagnée de la Nakba palestinienne. Plus de 750 000 Palestiniens ont été déplacés ou ont fui pendant la guerre de 1948. Deux récits historiques se trouvent ainsi face à face. L'indépendance pour les uns, la catastrophe pour les autres. Interroger le fondement du projet sioniste ne signifie ni nier les persécutions antijuives ni relativiser la Shoah. Cela signifie poser une question simple. Un projet national peut-il être considéré comme moralement achevé lorsqu'il s'est accompagné de la dépossession d'un autre peuple dont les droits nationaux demeurent sans solution ?

L'histoire qui suit renforce cette contradiction. En 1967, Israël prend le contrôle de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem Est. Une occupation présentée comme temporaire devient progressivement une réalité permanente, tandis que la colonisation transforme profondément le territoire. En juillet 2024, la Cour internationale de justice a conclu que la présence israélienne dans le territoire palestinien occupé était illégale et demandé qu'Israël y mette fin aussi rapidement que possible, tout en exigeant l'arrêt des nouvelles activités de colonisation et l'évacuation des colons. Dès lors, le débat ne peut plus se limiter à ce que fait aujourd'hui le gouvernement Nétanyahou. Il faut aussi demander comment plusieurs décennies de politiques israéliennes, y compris sous des gouvernements de gauche, ont contribué à produire la réalité actuelle.

Oslo constitue à cet égard le paradoxe le plus révélateur. Le processus de paix devait représenter une rupture historique, avec la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, la création de l'Autorité palestinienne et la perspective d'un règlement définitif. Mais pendant que les diplomates négociaient, la géographie continuait de changer. La population des colonies augmentait, tandis que les questions les plus explosives, Jérusalem, les réfugiés, les frontières et les colonies, étaient repoussées à la phase finale. On négociait donc la paix pendant que les conditions matérielles nécessaires à cette paix devenaient progressivement plus difficiles à réunir. Si la gauche israélienne peut revendiquer le mérite d'avoir engagé les négociations, elle doit répondre de son incapacité à aller au bout du processus et surtout de son incapacité à empêcher la colonisation de rendre la solution territoriale toujours plus difficile.

Le parcours personnel de Barnavi ajoute une dimension particulière. Il n'est pas un pacifiste extérieur à l'expérience militaire israélienne. Il a servi chez les parachutistes pendant la guerre des Six Jours en 1967 et participé à la guerre du Liban en 1982. Cette expérience contribue à expliquer son rapport complexe à la guerre et son engagement ultérieur en faveur du camp de la paix. Mais elle permet aussi de comprendre la nature de sa différence avec Nétanyahou. Ils peuvent diverger radicalement sur l'usage de la force, l'occupation, la colonisation et la politique du gouvernement, tout en demeurant inscrits dans une même conception fondamentale d'Israël comme État national juif. Barnavi est donc bien l'adversaire de Nétanyahou, mais il n'est pas pour autant l'adversaire du sionisme. Il en est une autre expression, plus libérale et plus critique, soucieuse de préserver l'existence de l'État juif avec son caractère sioniste. Et c'est au nom du sionisme que les colons commettent leur crimes en Ci-Jordanie.

Là s'impose une question véritablement inconfortable. Comment garantir l'autodétermination d'un peuple sans organiser, directement ou indirectement, la privation d'autodétermination d'un autre ?

La comparaison avec les États-Unis, évoquée par Barnavi dans son entrevue pour relativiser la notion de rupture historique, mérite, elle aussi d'être interrogée. Les États-Unis ont traversé des crises considérables, guerre civile, crise économique, guerres extérieures, lutte pour les droits civiques et Watergate, sans

disparaître. Mais la longévité d'un État ne constitue ni une preuve d'innocence ni une garantie d'éternité. L'histoire américaine est aussi celle de la conquête territoriale, de la dépossession et des violences infligées aux peuples autochtones. Les États-Unis ont survécu à ces contradictions, mais leur survie n'a évidemment jamais rendu légitimes les expulsions, les massacres ou les politiques de dépossession. Un État peut durer très longtemps tout en demeurant profondément marqué par la violence de sa formation. De la même manière, la durée d'existence d'Israël ne saurait suffire à clore le débat sur les conditions historiques de sa création et sur leurs conséquences. La véritable rupture historique à laquelle Barnavi devrait être confronté se trouve là.

La rupture est donc être moins l'arrivée de Nétanyahou au pouvoir que l'épuisement progressif d'un modèle politique qui prétend maintenir simultanément un État défini comme juif, un contrôle territorial étendu et une démocratie libérale alors que des millions de Palestiniens vivent sous contrôle israélien sans bénéficier des mêmes droits politiques.

La question ultime : Sous quelle forme Israël peut continuer d'exister sans perpétuer la domination d'un peuple sur un autre? La solution à deux États demeure, pour Barnavi et pour une grande partie de la gauche israélienne, la réponse privilégiée. Mais après des décennies de colonisation et de fragmentation territoriale, elle devient chaque année plus difficile à réaliser. Si elle devient matériellement impossible, il faudra affronter les autres options, séparation, confédération, État binational ou égalité politique pleine et entière. Le débat devient alors véritablement historique, parce qu'il ne s'agit plus seulement de changer de gouvernement, mais de déterminer quel type d'État et quelle relation entre les deux peuples peuvent encore être politiquement et moralement viables.

La critique de Barnavi, aussi sévère soit elle envers Nétanyahou, reste donc une critique inachevée. Il est parfaitement possible d'être profondément hostile à la politique actuelle d'Israël tout en demeurant profondément attaché au principe qui fonde cet État. Barnavi est précisément dans cette position, un sioniste de gauche qui veut sauver Israël de sa droite, de son occupation et de sa colonisation. Mais la question la plus difficile commence là où cette critique s'arrête. Peut-on sauver Israël sans interroger les contradictions historiques de son propre fondement ?

Le titre du dernier livre de Barnavi, *Dictionnaire amoureux d'Israël*, prend alors une dimension symbolique. L'amour n'empêche évidemment pas la critique, mais il peut aussi en fixer les limites. L'historien devrait pourtant pouvoir regarder son objet avec la même distance critique qu'il appliquerait à n'importe quel autre État, sans amour comme sans haine. Critiquer Nétanyahou est nécessaire. Critiquer la colonisation est nécessaire. Critiquer la guerre est nécessaire. Mais si l'on veut comprendre réellement la catastrophe israélo-palestinienne, il faut aller plus loin et interroger le sionisme lui-même, ses réalisations, ses contradictions et les conséquences historiques de sa mise en œuvre. C'est seulement à ce niveau que la question posée par *Tout terrain* prend toute sa portée. Peut-être que la véritable rupture ne consiste pas simplement à tourner la page de Nétanyahou. Elle consiste à accepter enfin d'examiner sans complaisance les contradictions historiques sur lesquelles l'État d'Israël s'est construit.

Mohamed Lotfi
23 Août 2026